

GRETE KLINGENSTEIN

QUELQUES REMARQUES SUR LA RÉFORME DE L'ENSEIGNEMENT EN AUTRICHE AU XVIII^e SIÈCLE

A partir de l'année 1740 nous trouvons l'enseignement et l'éducation dans la monarchie des Habsbourgs dans la plus grande diversité. Les différents niveaux de l'enseignement sont dirigés par une multitude d'autorités et d'institutions ecclésiastiques et civiles. Et cette pluralité s'est développée depuis 200 ans: des congregations religieuses, des Diètes provinciales, de quelques rares seigneurs, des municipalités. Cependant ce sont toujours les Jésuites qui jouent le rôle le plus important dans l'enseignement secondaire et supérieur, c'est à dire dans les collèges et lycées et dans les facultés de philosophie et de théologie.

Mais depuis une trentaine d'années l'enseignement traditionnel est l'objet d'attaques véhémentes¹. La critique part des provinces, de la noblesse dans les Diètes et des gouvernements provinciaux. Elle vient aussi des bureaucrates mercantilistes au sein de l'administration centrale de Vienne. Tous dénoncent le programme et la méthode de la *Ratio studiorum*, demandant une éducation mieux adaptée aux besoins d'une nouvelle vie professionnelle dans le commerce ou dans l'administration. Quelques familles riches de la noblesse, bien sur, envoient leurs fils à l'étranger, en Allemagne, aux Pays-Bas. Ils peuvent s'y instruire du droit naturel, du droit et de l'histoire de l'Empire et ils y apprennent les langues modernes et acquièrent des connaissances mathématiques et techniques.

La critique de la noblesse — il faut le souligner — est empreinte d'un profond malaise en face de la fréquentation croissante des collèges de jésuites. Cette augmentation des écoliers, on la constate aussi dans les collèges des autres congrégations, surtout chez les Frères Piaristes. Donc pendant la première moitié du siècle toutes les classes sont remplies d'écoliers. Et pourtant les études sont beaucoup trop longues et les six années requises ne donnent pas les qualifications nécessaires pour gagner sa vie au sortir de l'école. Ainsi il manque des professeurs, et les Jésuites

¹ Grete Klingenstein. *Vorstufen der thesesianischen Studienreformen in der Regierungszeit Karls VI.* in: *MIÖG* 76 (1968) 327-377.

sont forcés d'utiliser des maitres trop jeunes et sans experience pédagogique. Le résultat est clair: une faillite grave des méthodes traditionnelles. L'ancien système d'enseignement secondaire et supérieur dont les Jésuites sont les premiers représentants n'est pas seulement miné par les idées du siècle des lumières. Les développements démographiques et sociaux font que l'ancien système d'enseignement secondaire et supérieur des dépassé.

La situation est encore plus grave dans les écoles primaires, dont la plupart sont dirigée par les Frères Piaristes ou par les municipalités². Les classes y sont comblés aussi. A Vienne et dans plusieurs autres villes se sont ouvertes des écoles clandestines dirigées par des hommes et aussi des femmes qui, eux-mêmes sont à peine capables de lire et d'écrire. De plus, les enfants doivent étudier le catéchisme à l'église paroissiale. Dans les vaste régions rurales de la monarchie, le catéchisme est la seule forme d'enseignement: peu de seigneurs entretiennent une école dans leur domaine. Pour la noblesse et les bourgeois aisés l'enseignement primaire est donné dans la famille par des précepteurs. Ainsi à Vienne en 1770, en compte environ 1500 à 2000, Parmi eux nombreux sont les étudiants et copistes ratés, une foule de gens mal préparés et dont chacun enseigne selon sa propre méthode la lecture, l'écriture et le calcul.

Si en 1740 les gouvernements dans les provinces et l'administration centrale à Vienne ont de bonnes notions des mauvaises conditions du système traditionnel d'enseignement secondaire et supérieur, ils ne se soucient pas de l'enseignement primaire. L'idée d'une cohérence logique entre tous les niveaux d'enseignement manque encore. Au contraire la conviction reste ancrée, que chaque ordre, chaque état de la société a besoin de son propre genre d'enseignement pour le rendre capable de remplir les tâches particulières et propres à chacun. En principe l'enseignement primaire appartient à la sphère de la famille, en dehors de laquelle il y a quelques écoles ou collèges de caractère plutôt corporatif. On sait que pendant la Contre-Réforme, la plupart de ces institutions corporatives furent mises entre les mains du clergé, et que depuis la deuxième moitié du XVII^e siècle il y eut de fortes pressions pour seculariser l'enseignement, surtout de la part de la noblesse³. Le produit de ces efforts sont des académies nobles, fondées et dirigées par les Diètes. Dans les villes les écoles primaires clandestines naissent. Mais à coté des écoles traditionnelles des congrégations, ces nouvelles institutions d'enseignement jouent un rôle bien secondaire. C'est que la noblesse comme état aussi bien que la bourgeoisie dans les villes, ont été contraintes par l'absolutisme

² Alfred Hübl. *Die Schulen der Stadt Wien, in Geschichte der Stadt Wien 5/2 (Wien 1914)*. Joseph Alexander von Helfert. *Die Gründung der österreichischen Volksschule durch Maria Theresia* (Prag 1860).

³ Klingenstein. Vorstufen 344ff.

monarchique et confessionnel au XVI^e et XVII^e siècle. Elles n'ont plus les moyens financiers, ni les hommes ni le dynamisme pour créer un nouveau système d'enseignement, mieux adapté aux besoins de la vie moderne.

L'état centralisateur doit donc s'occuper de la modernisation de l'enseignement. Le fait que l'État prenne l'enseignement en main au moment où la monarchie achève la centralisation des pays jusqu'alors hétérogènes et disparates, c'est à dire au milieu du siècle, n'est pas une simple coïncidence. En enlevant aux Diètes et aux autres corporations la responsabilité de l'enseignement, l'État crée une structure logique entre tous les niveaux de l'enseignement et de l'éducation, et bientôt l'État centralisé demande le droit exclusif de la direction et de l'administration de l'enseignement. Il suffit ici d'écouter l'opinion de Marie-Thérèse qui, en 1770, prononça la parole suivante: „L'école est et sera toujours une affaire politique et publique”, c'est-à-dire de l'État⁴. Ces mots sont dirigés évidemment contre l'Église qui contrôle encore l'enseignement secondaire, et non contre les Diètes. Il est à souligner que l'État central se montre de plus en plus la seule et la plus haute autorité dans le domaine de l'enseignement. Dans la mesure où l'État enlève la responsabilité de l'enseignement, d'une part corporations. d'autre part aux corporations religieuses ou Diètes et municipalités déjà incapables de produire des réformes, l'éducation et l'enseignement cessent d'être du ressort d'ordres propres, de couches particulières et closes de la société. Donc l'enseignement dans les mains de l'État centralisateur est d'un caractère et d'une valeur plus larges. Nous constatons donc l'évolution d'un enseignement et d'une éducation particulière à une seule classe UCRS UN enseignement général, et l'éducation nationale. Le but de cette nouvelle éducation est, comme on le sait, de diffuser des connaissances élémentaires au plus grand nombre et d'utiliser l'enseignement comme instrument de nivellement sinon social. du moins juridique: il s'agit de transformer les sujets en citoyens.

En Autriche ce chemin est parcouru sous le règne de Marie-Thérèse et de ses successeurs. Quelles en sont les étapes? Dans les années qui suivent 1740 la souveraine et les bureaucrates poursuivent encore les anciennes idées d'une éducation adaptée aux besoins d'une seule classe de la société, d'un état. L'État centralisateur fonde en premier des institutions centrales pour l'enseignement de la noblesse, les soi-disantes académies thérésiennes, l'une pour l'éducation de futurs administrateurs, l'autre pour les militaires⁵. En même temps, au milieu du siècle, l'État commence à intervenir dans

⁴ Maria Theresia. *Briefe und Aktenstücke in Auswahl*. Ed. Friedrich Walter (Ausgewählte Quellen zur Deutschen Geschichte der Neuzeit 12. Darmstadt 1968) 259.

⁵ J. Schwarz. *Geschichte der k.k. thesianischen Akademie von ihrer Gründung bis zum Curatorium Seiner Excellenz Anton Ritter von Schmerling 1746-1865* (Wien 1890).

l'enseignement universitaire. Encore plus que l'enseignement primaire et secondaire, les universités, leur organisation, les méthodes, les professeurs, le financement, ont un aspect médiéval. Aussi les universités sont-elles incapables de se réformer elles-mêmes. La réforme, commencée en 1749 dans la faculté de médecine, se heurte à la résistance de cette corporation privilégiée et à l'influence traditionnelle des Jésuites ⁶. Après 1760 le gouvernement central vise à une amélioration de l'enseignement secondaire, mais il le fait sans la rigueur caractéristique de la réforme universitaire. Il est bien évident que l'État n'avait ni les moyens financiers ni le personnel pour remplacer les nombreux professeurs jésuites de l'enseignement secondaire et pour construire de nouveaux bâtiments. Pour cette raison et aussi à cause de leur grandes expériences, les Jésuites, professeurs, sont bienvenus en Autriche même après la suppression de la Compagnie en 1773.

L'engagement de l'État éclairé augmente donc, depuis la fondation des académies nobles au milieu du siècle. Le seul secteur qui n'est pas encore touché en 1770 est l'enseignement primaire. Il y règne, on l'a vu, la plus grande confusion, les méthodes diffèrent, les institutions et le personnel sont bigarrés. C'est la suppression des Jésuites en 1773, qui donne l'occasion d'une réorganisation accélérée de l'enseignement primaire et secondaire, dont la nécessité est reconnue depuis longtemps. „Tous les enfants, mêmes ceux des paysans”, écrit en 1765 déjà Joseph von Sonnenfels, le philosophe et le propagateur le plus remarquable de l'Aufklärung autrichien, „doivent savoir écrire, lire et calculer” ⁷. Et dans la Magna Charta de l'éducation nationale de l'Autriche, dans le Règlement général de l'enseignement primaire, publiée en Décembre 1774, il est écrit: „L'enseignement de la jeunesse des deux sexes est la base la plus importante du vrai bonheur des nations. D'une bonne éducation dans les premières années dépend la vie de chaque individu ainsi que la formation du génie et de la manière de penser des nations. On n'arrive pas à ce but sans établir des institutions bien formées et capables d'illuminer les ténèbres et de chasser l'ignorance, des institutions dans lesquelles chacun peut recevoir l'éducation propre à son état, à sa classe” ⁸. Voilà, la doctrine de l'enseignement primaire.

Nous voyons que l'idée d'une éducation générale est encore limitée.

⁶ Rudolf Kink. *Geschichte der kaiserlichen Universität in Wien*. 2 vol. (Wien 1854). En général, les réformes universitaires restent à explorer, sauf les études de Erna Lesky sur les activités de Gerard van Swieten dans la faculté de médecine de Vienne, voir: Gerard van Swieten. *Auftrag und Erfüllung*, in: *Gerard van Swieten und seine Zeit*. Ed. Erna Lesky und Adam Wandruszka (Wien 1973) 24-31.

⁷ Joseph von Sonnenfels. *Grundsätze der Policey, Handlung und Finanzwissenschaft*. 1 (Wien 1770) 101f.

⁸ *Allgemeine Schulordnung für die deutschen Normal. Haupt- und Trivialschulen in sämtlichen k.k. Erblanden*, d.d. Wien 6.12.1774.

Elle reflète non seulement les différences de classes sociales, mais encore plus la diversité régionale, surtout les différences entre villes et régions rurales. Il n'est donc pas surprenant d'entendre parler les planificateurs et pédagogues des lumières en Autriche, de deux types d'enseignement, l'un pour la population des villes, l'autre pour les paysans: „La jeunesse des villes doit apprendre plus que celle des villages”⁹. Remarquons, que nous nous trouvons déjà à la veille de l'industrialisation en 1780! Malgré cette différence entre écoles des villes et des villages on peut constater de grands efforts pour réaliser les principes d'égalité et de communauté de tous les citoyens. Pour la première fois l'État prend conscience de ses responsabilités vis à vis de la population rurale et des classes inférieures des villes, pour autant, bien entendu, que celles-ci permettent à leurs enfants de se rendre à l'école au lieu de rester à la maison pour travailler.

Le temps manque pour citer en détail les énormes efforts déployés et les personnes les plus engagées dans l'organisation de l'enseignement pendant le règne de Marie-Thérèse et de Joseph II. Il est bien évident que c'est l'État centralisateur qui est le moteur de la modernisation du système d'enseignement. Néanmoins il faut souligner, que cette modernisation n'est pas une étatisation pure et simple, comme on peut le lire maintes fois, ni une sécularisation totale, comme l'affirment les historiens libéraux et aussi les conservateurs du siècle passé. Il semble plus juste de parler d'une coordination organisatrice, réalisée par l'État, d'une simplification, d'une uniformisation et d'une standardisation des méthodes, des programmes et du financement pour le système d'enseignement tout entier, dont la cohérence est reconnue comme logique et nécessaire. De même, on ne parlera pas sans réserve de la sécularisation! En parcourant les programmes des écoles primaires et secondaires, on constate avec étonnement la priorité absolue réservée à l'enseignement religieux. Ne sont-ils pas bénédictins ou piaristes, les auteurs des programmes nouveaux? Ce n'est donc pas l'Église comme telle qui est éliminée de l'enseignement, mais uniquement la Compagnie de Jésus. Les autres congrégations s'adaptent plus facilement aux nouvelles méthodes et programmes. Il est intéressant de voir au sein de l'Église même un processus de centralisation; elle change fondamentalement, en son sein, les relations d'autorité. La priorité des Jésuites dans l'enseignement est abrogée et remplacée par celle du clergé séculier et des autres congrégations. En outre, l'autorité des évêques s'affirme généralement. La liaison entre État et Église continue, mais sur une base bien différente que dans l'âge de la Contre-Réforme.

Voilà quelques réflexions un peu hâtives sur un problème, qui dans

⁹ *Anleitung für diejenigen, welche von der Beschaffenheit der verbesserten deutschen Schulen in den k.k. Staaten Kenntnisse zu verlangen begehren* (Wien 1782).

l'historiographie autrichienne figure sous le titre de Joséphisme. La question restre toujours posée de savoir si le Joséphisme est une dominance de l'État sur l'Église ou plutôt une tendance de lumières, un ensemble de réformes au sein de l'Église-même, un *aggiornamento*. On peut difficilement admettre ces positions. Ni les uns ni les autres n'ont raison. L'argumentation traditionnelle me semble trop dominée par des aspects du droit public et canonique, au grand détriment de la totalité de la société des hommes du 18^e siècle¹⁰. Essayons donc de voir, comment l'homme et la société ont été soumis à l'influence du nouveau système d'enseignement. Disons de manière brève que le phénomène le plus caractéristique est la „disciplinisation sociale”, un processus pendant lequel les groupes divers de la société ont été soumis à une discipline sociale plus rigoureuse qu'avant¹¹.

Le problème le plus important de l'enseignement général, comme on l'a vu, est la nécessité d'enseigner les connaissances élémentaires à un plus grand nombre d'enfants et dans une manière plus ou moins uniforme dans tous les pays de la Monarchie. C'est au niveau de l'enseignement primaire que ce besoin est le plus urgent. Les organisateurs doivent donc tenir compte de la masse des élèves. Huit ans après la réforme de 1774, c'est-à-dire en 1782, on trouve à Vienne déjà 40 pourcent des enfants entre 6 et 12 ans dans les écoles publiques. Si on y ajoute les 20 pourcent d'enfants qui reçoivent leur enseignement à la maison, on arrive à 60 pourcent des enfants recevant l'enseignement primaire. En Basse Autriche, dans les régions rurales, les chiffres sont plus bas, mais néanmoins impressionnants: 30 pourcent des enfants fréquentent les écoles de villages. Dans les villes évidemment le nombre des écoliers par école est plus grand que dans les villages. A Vienne ces sont 155 enfants qui vont à l'école, dans les faubourgs on compte 75, et dans les régions rurales de Basse Autriche seulement une trentaine¹². Bien adoptée à cette multitude d'écoliers, une nouvelle méthode d'enseignement voit le jour: la méthode d'enseignement collectif, nouveauté qu'on appelle «Zusammen-unterrichten». La méthode vient de Berlin. Elle répond parfaitement au grand nombre d'élèves, tout comme au niveau professionnel des instituteurs, très modeste en ces débuts d'enseignement public. Cette méthode

¹⁰ Sur la discussion du Joséphisme voir mon étude „*Staatsverwaltung und kirchliche Autorität. im 18. Jahrhundert*”. *Das Problem der Zensur in der thesesianischen Reform* (Wien 1970) ch. IV.

¹¹ Voir Gerhard Oestreich. *Strukturprobleme des europäischen Absolutismus*. in: *Vierteljahrschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte* 55 (1969) 329-347, p. 337 „Sozialdisziplinierung”, p. 345 „Fundamentaldisziplinierung”.

¹² *Anleitung für diejenigen, welche von der Beschaffenheit der verbesserten deutschen Schulen in den k.k. Staaten Kenntnisse zu erlangen begehren* (Wien 1782), Generalrekapitulation aller Schulen in Niederösterreich.

collective est rigoureuse, mais elle promet un plus grand succès pour un plus grand nombre d'élèves, alors que suivant l'ancienne méthode on ne pouvait s'occuper individuellement que de quelques élèves ou de petits groupes; tout ceci prenait trop de temps, et laissait les autres élèves dans l'oisiveté. Par contre, la nouvelle méthode demande l'attention continuelle de tous.

Voilà, la nécessité d'un enseignement collectif demande donc des mesures disciplinaires et des contrôles beaucoup plus étendus. Non seulement des mesures disciplinaires et des contrôles continels: pour surmonter les obstacles et les résistances, des règlements et ordonnances détaillés sont nécessaires, des commissions de surveillance sont instituées. Le système d'enseignement, de l'université jusqu'à l'école primaire, est donc soumis à une hiérarchie d'autorités de surveillance. Un critique protestant, d'un pays plus avancé, se moquait du système autrichien, qu'il appelle „Schuldespotismus”, despotisme à l'école¹³. Il a raison, le „Schuldespotismus” c'est la discipline des élèves et aussi des instituteurs, des étudiants et des professeurs, ou plutôt la soumission de l'enseignement et de la science aux idées de l'utilité et du bien public dans une société encore arriérée. Quelles sont donc ces mesures de contrôle? Quelles en sont les conséquences?

Les élèves, depuis six ans, sont accoutumés à la discipline écolière. Leur présence est contrôlée par un appel quotidien. Très tôt dans sa vie, l'enfant se trouve donc confronté avec l'autorité de l'État. Et pour lui, l'État c'est l'instituteur ou l'inspecteur. La présentation et le comportement des enfants sont eux aussi soumis au contrôle selon des critères de propreté et d'ordre. Leur langage est soumis à certaines règles imposées par l'État, en Autriche les règles sont celles de Gottsched. Ces tentatives de discipliner les esprits, le comportement, la présentation et le langage, à l'occasion et par l'intermédiaire de l'école est d'une très grande importance pour toute la société. Ici commence l'incorporation dans la communauté des citoyens des couches inférieures de la population urbaine et rurale.

Regardons les instituteurs! Eux aussi sont soumis à une rigueur pédagogique. Il ne leur est permis par exemple de changer de méthode; ces mesures sont moins surprenantes si l'on pense au mélange curieux de ceux qui se présentent comme candidats dans les Écoles Normales (Normalschulen), qui sont des écoles primaires, situées dans les villes principales de chaque province, où sont aussi entraînés les instituteurs. A l'origine de l'enseignement public il n'y a donc pas cette grande vocation supérieure et cette ferveur pédagogique, que les historiens de l'éducation impregnés

¹³ *Frey müthige Beurtheilung der Österreichischen Normalschulen und aller zu Behuf derselben gedruckten Schriften* (Berlin 1783) 10.

d'idéalisme et de notionalisme surtout au XIX^e siècle, ont considéré comme une qualité innée et éternelle de la profession.

Il y a enfin, comme autre moyen de contrôle, des examens annuels¹⁴. Bien sûr, sans doute, l'ancien système avait connu les examens. Mais dans les écoles des Jésuites, ils étaient plutôt l'occasion de cérémonies. Dorénavant, les examens deviennent des instruments pour contrôler l'achèvement individuel et les progrès réalisés. Dans l'ancienne société composée de différents états et ordres, il y avait très peu de professions qui demandaient un examen: les docteurs et les avocats surtout. Les autres entraient dans la vie professionnelle, dans l'administration ou dans les métiers plutôt par relations personnelles. C'était la confiance personnelle qui comptait à l'entrée, et l'expérience s'acquiert petit à petit. Mais à la fin du XVIII^e siècle la société s'est ouverte, plus grande et plus mobile surtout dans les grandes villes. L'administration est devenue plus complexe, les métiers plus techniques. Les connaissances théoriques apprises à l'école comptent d'avantage pour n'importe quelle carrière. Il faut donc une attestation écrite des connaissances acquises. Et comme les relations personnelles, la confiance, ont diminué dans une société plus grande et générale, il faut aussi une attestation de comportement moral. C'est l'État qui en définit les critères, et donne à cette attestation sa validité. Même les enfants qui reçoivent l'enseignement à domicile, doivent se soumettre à l'examen annuel dans une école publique¹⁵. C'est vrai pour les jeunes nobles comme pour les instituteurs privés qui doivent suivre les cours dans une école normale et enseigner selon le programme établi¹⁶. La création des examens d'État qui règlent les études et ouvrent l'entrée à une carrière professionnelle réduisent le nombre de ceux qui vont suivre des études à l'étranger. Les jeunes nobles, les théologiens et aussi les médecins cessent peu à peu de se rendre à l'étranger pour leurs études¹⁷. Il est évident qu'une telle mesure accélère l'évolution du système d'enseignement. Celui-ci débouche sur une véritable „nationalisation". Dès son origine, le nouvel enseignement est au service du patriotisme.

En conclusion nous voudrions faire mention d'une mesure typique de l'uniformisation et de la standardisation de l'enseignement. Au paravant le titre de docteur en médecine ou en droit décerné par l'université de Vienne

¹⁴ Karl Wotke. *Das Oesterreichische Gymnasium im Zeitalter Maria Theresias* (=Monumenta Germaniae Paedagogica 30, Berlin 1905), 255, 268.

¹⁵ Voir Hannes Stekl. *Österreichs Aristokratie im Vormärz. Herrschaftsstil und Lebensformen der Fürstenthäuser Liechtenstein und Schwarzenberg* (Wien 1973) 106, concernant le cas de Johan Adolf Schwarzenberg en 1809.

¹⁶ *Allgemeine Schulordnung*, § 13.

¹⁷ *Codex Austriacus* 5/1 (Wien 1777) 1.2.1754 und 4.4.1755.

n'était pas reconnu dans les autres pays et royaumes des Habsbourg, et la réciproque était vraie. Depuis 1783 tous les titres universitaires sont reconnus dans toute la monarchie¹⁸. L'uniformité qui caractérisait déjà le système de l'enseignement primaire, devient aussi le principe de l'enseignement supérieur. C'est donc par le moyen de réformes de l'enseignement que la monarchie habsbourgeoise essaye de former un esprit de solidarité et de patriotisme. Est-ce l'ironie de l'Histoire, que par les réformes de l'enseignement la monarchie centralisatrice provoqua la floraison de l'esprit national parmi ses peuples?

¹⁸ Kink, 1, 562, 21.9.1783.